



HAL
open science

La tentation du repli ? les effets de la crise sanitaire sur les attitudes individuelles vis-à-vis de l'ouverture internationale

Gilles Ivaldi

► **To cite this version:**

Gilles Ivaldi. La tentation du repli ? les effets de la crise sanitaire sur les attitudes individuelles vis-à-vis de l'ouverture internationale. Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF / Vague 11 bis (spécial COVID-19), note #3, Sciences Po - CEVIPOF. 2020. hal-02965730

HAL Id: hal-02965730

<https://sciencespo.hal.science/hal-02965730>

Submitted on 18 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



LE BAROMÈTRE DE LA CONFIANCE POLITIQUE

LA NOTE / #3 / vague 11bis

Mai 2020

LA TENTATION DU REPLI ? LES EFFETS DE LA CRISE SANITAIRE SUR LES ATTITUDES INDIVIDUELLES VIS-À-VIS DE L'OUVERTURE INTERNATIONALE

Les vagues 11 et 11bis du Baromètre de la confiance politique (BCP) illustrent un mouvement de repli national au sein de l'opinion à l'égard de l'ouverture de la France sur le monde. Entre février et avril 2020, le pourcentage d'enquêtés estimant que la France doit avant tout se protéger davantage du monde aujourd'hui est passé de 54% à 64%. À partir des données « panélisées » du baromètre, cette note tente d'éclairer les mécanismes de ce changement d'attitude au niveau individuel. Nos résultats suggèrent que ce basculement concerne avant tout l'évaluation de la situation générale du pays plus que l'impact de l'épidémie sur les finances personnelles ou le risque de perdre son emploi. Ce mouvement de fermeture est nourri par la colère plus que par la peur, et traduit, pour partie au moins, le mécontentement vis-à-vis de la gestion de la crise par le gouvernement. Il semble toucher, enfin, un segment spécifique d'électeurs « ouverts » mais dont les préférences cosmopolites demeurent moins fortement structurées au niveau attitudinal, s'agissant notamment des questions migratoires ou de l'appartenance à l'Union européenne.

Méthodologie : La vague 11bis du Baromètre de la confiance politique a été réalisée du 2 au 7 avril 2020 pour le terrain français auprès d'un échantillon représentatif de 1 766 personnes interrogées selon la méthode des quotas. Il s'agit d'un panel puisque ces enquêtes avaient déjà été interrogées lors de la vague 11 conduite en février 2020.

Gilles Ivaldi

Depuis une quinzaine d'années, l'ampleur des débats autour de l'émergence d'un nouveau clivage transnational témoigne de l'importance des enjeux relatifs à la globalisation économique, à l'immigration ou à l'intégration supranationale. Ces questions structurent en profondeur l'espace politique en France comme dans un très grand nombre de démocraties occidentales.

De par son caractère global, l'épidémie actuelle de coronavirus entre naturellement en résonance avec cette pluralité d'enjeux économiques, culturels et politiques internationaux. Les vagues 11 et 11bis du BCP réalisées en février et avril 2020 font apparaître un mouvement de repli national dans le contexte de la crise sanitaire. Les résultats mettent en évidence une augmentation substantielle du pourcentage d'enquêtés estimant que la France doit avant tout se protéger davantage du monde aujourd'hui, passant de 54% à 64%. Cette évolution est significative et distingue la France de ses grands voisins européens. En Allemagne et au Royaume-Uni, le mouvement de repli demeure de moindre ampleur et les électors y sont sensiblement moins protectionnistes avec respectivement 55 et 43% des enquêtés estimant que leur pays devrait se protéger davantage du monde d'aujourd'hui.

Cette évolution d'une partie de l'opinion sur la question de l'ouverture internationale est notable et son impact politique évident au regard de l'importance du clivage transnational dans la structuration de la compétition politico-électorale en France. Cette ligne de fracture a dominé, rappelons-le, le duel entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen à l'occasion du second tour de l'élection présidentielle de 2017.

En second lieu, cette évolution illustre un possible effet contextuel de la crise sanitaire sur le changement d'attitude à l'égard de l'internationalisation et de l'ouverture de la France sur le monde. La panélisation des vagues 11 et 11bis du BCP en février et avril 2020 permet d'appréhender de tels changements au niveau individuel¹. En particulier, il est possible d'isoler une catégorie d'électeurs « ouverts » qui, à l'occasion de la pandémie, basculent en quelques semaines vers une demande de protection, et viennent ainsi s'ajouter au contingent, majoritaire, d'électeurs « fermés » qui estiment que la France devrait avant tout se protéger davantage du monde d'aujourd'hui.

Les données du BCP constituent, nous allons le voir, une source riche d'enseignements quant aux facteurs qui peuvent éclairer ce changement d'attitude, qu'il s'agisse des conditions socio-économiques objectives des individus, de la vision plus subjective qu'ils peuvent avoir de leur situation personnelle, de leur affiliation idéologique ou de leurs attitudes face à l'internationalisation. Plus fondamentalement, les données permettent de tenter de déceler dans ce basculement protectionniste un effet spécifique de l'épidémie de coronavirus et des risques perçus par chacun.

Ouverture et fermeture : un clivage structurant de l'espace politique

L'émergence dans la plupart des démocraties occidentales d'un clivage transnational est au cœur de l'imposante littérature consacrée à l'opposition entre « société ouverte » et « société fermée » évoquée de longue date par Pascal Perrineau². De nombreux travaux attestent en particulier de l'importance de cette nouvelle ligne de fracture dans la structuration de la compétition politico-électorale. Pour des auteurs tels que Hanspeter Kriesi *et al.*, la compétition politique s'organise entre deux pôles d'« intégration » et de « démarcation ». Le premier de ces deux pôles est structuré par l'acceptation de l'internationalisation et de l'interdépendance croissante des États-nations. À l'inverse, le pôle de démarcation renvoie à la revendication de souveraineté nationale, de particularismes culturels et de défense des intérêts économiques nationaux³.

Ce clivage transnational recouvre des dimensions économiques, culturelles et politiques. Pour Liesbet Hooghe et Gary Marks, le clivage transnational est façonné par les enjeux relatifs à l'immigration, l'intégration européenne et l'internationalisation des échanges économiques et commerciaux⁴. À son pôle nationaliste, il connecte entre eux les enjeux relatifs à l'identité et la souveraineté nationales, l'opposition à l'immigration et la défiance à l'égard du libre-échange.

Sous ses aspects multiples, l'internationalisation crée de nouvelles opportunités, attentes et anxiétés, distribuées de manière inégale entre les groupes sociaux, débouchant en particulier sur une polarisation entre gagnants et perdants potentiels des transformations économiques, politiques et culturelles produites par la dénationalisation. En France, cette ligne de fracture transnationale structure en profondeur, tant idéologiquement que sociologiquement, l'espace politique depuis de nombreuses années⁵. Le second tour du scrutin présidentiel de 2017 a illustré, à cet égard, la

¹ Rappelons que les personnes interrogées lors de la vague 11bis du Baromètre de la confiance politique en avril 2020 avaient déjà été interrogées lors de la vague 11 conduite en février 2020, ce qui donne à ces deux enquêtes successives un caractère de panel, avant et pendant la crise sanitaire.

² Perrineau, Pascal (dir.), *Les croisés de la société fermée : l'Europe des extrêmes droites*. La Tour-d'Aigues : Éditions de l'Aube, 2001.

³ Kriesi, Hanspeter, Grande, Edgar, Lachat, Romain, Dolezal, Martin, Bornschier, Simon and Frey, Timotheos, *West European Politics in the Age of Globalization*. Cambridge: Cambridge University Press, 2008.

⁴ Hooghe, Liesbet and Marks, Gary. "Cleavage theory meets Europe's crises: Lipset, Rokkan, and the transnational cleavage", *Journal of European Public Policy*, 25(1), 2008, p.109-135, voir p.110.

⁵ Chiche, Jean, Le Roux, Brigitte, Perrineau, Pascal et Rouanet, Henry, « L'espace politique des électeurs français à la fin des années 1990. Nouveaux et anciens clivages, hétérogénéité des électors », *Revue française de science politique*, 50 (3), juin 2000, p. 463-487.

saillance de l'opposition entre le modèle cosmopolite urbain gentrifié d'Emmanuel Macron et le national-populisme rural-périphérique populaire et souverainiste de Marine Le Pen⁶.

Un mouvement de repli

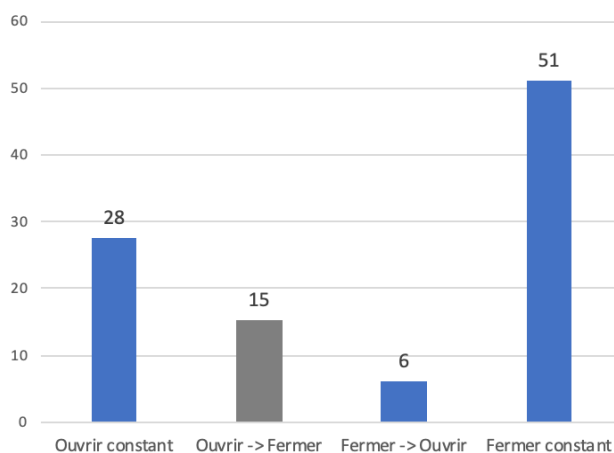
L'épidémie globale de coronavirus et les craintes qu'elle suscite sont fortement alignées avec les enjeux économiques, culturels et politiques internationaux, face aux multiples défis de l'ouverture et de la globalisation. Les vagues 11 et 11bis du BCP du CEVIPOF permettent de mesurer l'évolution des attitudes d'ouverture et de fermeture au sein de l'électorat français entre février et avril 2020 et d'évaluer ainsi les premiers effets possibles de la crise sanitaire.

Au niveau agrégé, les données des deux vagues successives font apparaître un mouvement net de repli dans l'électorat français dans le contexte particulier de la crise du Covid-19. On enregistre en effet un gain de 10 points parmi les enquêtés qui estiment que la France devrait « se protéger davantage du monde d'aujourd'hui », de 54% à 64% entre février et avril. Cette demande de protection s'exprime essentiellement sur les questions économiques, avec une hausse de 55 à 69 % chez les enquêtés qui manifestent leur souhait de plus de protection économique. On n'observe pas en revanche de variation significative entre les deux vagues de l'enquête s'agissant de la demande de protection face aux flux migratoires, qui reste, il faut le souligner, à un niveau particulièrement élevé (83%).

Si les données agrégées fournissent d'importantes clés de compréhension, la panélisation des vagues 11 et 11bis du BCP nous offre l'opportunité de mesurer plus précisément ces évolutions au niveau individuel et d'en comprendre certains mécanismes. On identifie ainsi des trajectoires différenciées sur la question de l'ouverture internationale, dont on peut faire l'hypothèse qu'elles sont, pour partie au moins, liées aux effets de la crise sanitaire. En croisant les réponses des panélistes constants (N=1766 répondants), on peut distinguer quatre grandes catégories d'électeurs français au regard de leur positionnement sur les enjeux de protection ou d'ouverture au monde (voir graphique 1)⁷.

Graphique 1 – Évolutions individuelles sur la dimension ouverture / protection entre février et avril 2020

Source : Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, vagues 11 et 11bis, février et avril 2020



⁶ Evans, Jocelyn and Ivaldi, Gilles, *The 2017 French Presidential Elections. A Political Reformation?* Basingstoke: Palgrave MacMillan, 2018.

⁷ Notons que pour les besoins de l'analyse des évolutions, on ne tient pas compte ici des non-réponses et du petit nombre d'enquêtés n'exprimant pas de préférence particulière en faveur de l'ouverture ou de la protection de la France dans le monde – 87 répondants dans la vague 11 et 69 dans la vague 11bis.

Les deux groupes d'électeurs stables représentent la très grande majorité - près de huit enquêtés sur dix - de l'échantillon, attestant de l'ancrage et de la permanence des attitudes individuelles relatives à l'internationalisation. Il s'agit des cosmopolites constants (28%) et des enquêtés qui expriment une préférence inchangée en faveur de plus de protection (51%) entre les deux vagues. Deux catégories se distinguent cependant, qui témoignent d'évolutions individuelles : d'une part, une très faible minorité d'enquêtés passant de la fermeture à l'ouverture entre février et avril 2020 (6%) ; d'autre part, un groupe d'électeurs ouverts qui changent leur réponse et se tournent vers plus de protection (15%).

Le changement d'opinion sur l'ouverture internationale de la France au sein de cette dernière catégorie d'électeurs est sans doute le plus intéressant car il pourrait témoigner d'un effet durable de la crise sanitaire sur les attitudes à l'égard de l'internationalisation. Cet effet est significatif⁸ et ne peut être a priori attribué à un possible « biais » de panel lié à une déperdition différentielle dans certaines catégories sociales⁹.

Des cosmopolites inquiets ?

L'examen des trajectoires individuelles de repli protectionniste permet de tester les effets directs et indirects de la pandémie et de la crise sanitaire qu'elle a provoquée sur les changements d'attitudes entre février et avril 2020, tenant compte par ailleurs des caractéristiques sociales et culturelles des enquêtés. Ainsi que le remarque Luc Rouban dans sa note récente sur ces questions, les sentiments associés à l'épidémie de Covid-19 - tels que la peur ou la colère - sont très liés à la position sociale des individus et sont particulièrement visibles au sein des catégories populaires¹⁰.

Il est donc important de pouvoir contrôler les effets distincts des attitudes à l'égard de la pandémie par certaines caractéristiques sociologiques fortes des enquêtés. L'impact de la crise sanitaire peut par ailleurs se faire sentir de manière différente au regard des conditions socio-économiques objectives des individus mais également de la perception subjective par ces derniers de l'impact de l'épidémie sur leur situation financière ou leur emploi.

Enfin, la question se pose de l'effet de l'épidémie de coronavirus tenant compte d'autres variables associées à la dimension transnationale, au-delà des seuls aspects économiques, notamment les préférences des individus vis-à-vis de l'intégration européenne et de l'immigration, dont la littérature montre qu'elles constituent des dimensions constitutives du conflit transnational.

Pour tenter d'apporter quelques éléments de réponse, on procède à une série de régressions logistiques multinomiales, qui permettent de tester l'effet des différentes variables sociologiques et attitudinales sur la probabilité de chacune des quatre principales trajectoires d'attitudes sur la question de l'ouverture internationale et de la protection. On prend comme modalité de référence la catégorie des enquêtés qui passent d'un souhait de plus d'ouverture à une volonté de plus de protection entre les deux vagues du BCP (« ouvrir -> fermer », 15% de l'échantillon). Chacun des trois autres groupes est ainsi contrasté avec cette catégorie de référence et il est possible de mesurer l'effet significatif ou non des divers facteurs sociologiques et attitudinaux sur les différences observées entre ces groupes. On teste une série de cinq modèles dont les résultats sont présentés dans le tableau 1 en annexe.

Un premier modèle de base (modèle 1) à partir des indicateurs socio-démographiques et de l'affiliation politique des répondants fait apparaître certaines différences significatives entre les

⁸ Un test de symétrie de McNemar-Bowker à $p < 0,05$ montre que les réponses varient de manière significative entre les deux vagues de l'enquête.

⁹ Une analyse rapide du profil sociologique des 1766 panélistes constants des deux vagues et des 332 enquêtés perdus de vue montre un taux plus élevé d'attrition chez les hommes, chez les électeurs plus âgés et dans les catégories supérieures de revenus. En revanche, s'agissant du principal indicateur d'ouverture/protection, on observe un taux de participation aux deux vagues du BCP très similaire chez les électeurs ouverts constants (83%) et chez ceux qui se tournent vers le repli (85%).

¹⁰ Rouban, Luc, « Les conséquences politiques de la crise sanitaire : le retour de l'État », *Note Le Baromètre de la confiance politique*, Sciences Po CEVIPOF, note 1, vague 11bis, avril 2020, 8 p. URL : <https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/les-notes-de-recherche-du-barometre>

cosmopolites constants et ceux qui basculent vers la fermeture à l'occasion de la crise. Ces derniers sont plutôt des hommes et ont globalement un niveau de diplôme plus faible que celui des électeurs ouverts, mais qui reste toutefois sensiblement plus élevé que celui des électeurs fermés.

La tentation du repli chez les plus cosmopolites ne semble pas répondre à une logique de position sociale objective. Le niveau de revenus ne produit aucun effet significatif sur les trajectoires individuelles d'attitudes. On ne note pas non plus de différence en termes de pauvreté subjective : les électeurs ouverts qui se tournent vers la protection nationale pendant les premières semaines de la crise du Covid-19 ne perçoivent pas leur situation économique personnelle comme plus précaire lorsque contrastés avec les cosmopolites constants. La différence s'établit clairement en revanche entre ces deux groupes d'électeurs et leurs homologues partisans de plus de protection qui sont, eux, majoritairement des enquêtés qui disent rencontrer des difficultés financières. Enfin, en termes d'idéologie politique, le placement sur l'échelle gauche-droite distingue assez faiblement les électeurs ouverts constants de ceux qui amorcent un mouvement de repli pendant la crise : ces derniers se situent plus légèrement à droite sur l'axe politique, très loin cependant des positions très droitières des électeurs fermés.

L'hypothèse d'un repli motivé par une inquiétude liée à la situation économique individuelle face à la crise est infirmée par les données du BCP. Le modèle 2 teste l'effet de l'évaluation par les enquêtés de l'impact de l'épidémie de coronavirus sur leurs finances personnelles et le risque de chômage - tels qu'ils sont mesurés dans la vague 11bis de l'enquête en avril 2020. Les résultats montrent que le risque perçu pour ses finances ou son emploi ne produit aucun effet statistiquement significatif sur la propension des électeurs cosmopolites à basculer vers la fermeture pendant la crise. Plus encore, et il est important de le noter, l'évolution de l'opinion individuelle à l'égard du risque de chômage - mesurée dans les deux vagues de l'enquête - ne produit pas d'effet significatif : les électeurs ouverts qui se réfugient dans la protection et la fermeture ne sont à cet égard ni plus optimistes ni plus pessimistes quant à leurs perspectives d'emploi avant ou après la crise¹¹.

La tentation de repli exprimée par ces enquêtés, dont on a souligné plus haut qu'elle concerne essentiellement la dimension économique, ne semble donc pas répondre à des questions financières d'ordre personnel mais sans doute plutôt à des enjeux nationaux. Nous ne disposons malheureusement pas ici d'un indicateur sociotropique d'évaluation par les enquêtés des conséquences de la crise sanitaire sur l'économie française. Notons toutefois que l'enquête du CEVIPOF sur les *Attitudes des citoyens face à la pandémie COVID-19*, conduite régulièrement depuis le mois de mars 2020, fait apparaître des niveaux élevés et constants d'inquiétude, plus de 90% des Français jugeant « très graves » ou « plutôt graves » les conséquences de l'épidémie sur l'économie en France¹².

Le repli observé dans le BCP pourrait ainsi traduire la peur ou la colère que ces individus ressentent face aux questions et incertitudes provoquées par la crise sanitaire, pour eux-mêmes, mais au-delà pour l'ensemble du pays. Dans un troisième modèle, on teste les sentiments de peur et de colère exprimés par les enquêtés à l'égard de l'épidémie de coronavirus. Les résultats suggèrent que la peur n'a pas d'effet significatif sur un tel changement d'attitudes entre février et avril 2020 : les électeurs ouverts qui se réfugient dans la demande de plus de protection ne font pas, statistiquement, montre d'une plus grande peur face à la pandémie, lorsque ces sentiments sont contrôlés par l'ensemble des caractéristiques sociodémographiques des enquêtés.

Le modèle 3 suggère que c'est avant tout la colère qui pourrait éclairer le basculement de ces électeurs ouverts vers la fermeture entre février et avril 2020. Un tel sentiment de colère différencie ce groupe d'enquêtés des électeurs ouverts constants, et les rapproche par ailleurs de ceux qui expriment de manière plus stable une préférence pour le repli national dans chacune des deux

¹¹ Pour mesurer l'évolution de l'opinion à l'égard du risque de perdre son emploi, on calcule la différence entre la réponse avant et après la crise. Un score 0 témoigne de l'absence de changement entre les deux vagues, un score négatif un plus grand optimisme – par exemple le passage de « beaucoup » à « un peu de risques » – et un score positif un plus grand pessimisme – par exemple chez les enquêtés qui passent de « aucun risque » à « un peu de risques ».

¹² Voir http://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/vague6_short_partA.pdf

vagues de l'enquête : les résultats montrent en effet qu'il n'y a pas de différences statistiquement significatives entre ces deux groupes d'enquêtés s'agissant de leur sentiment de colère face à l'épidémie de coronavirus.

Cette colère à l'origine du repli est d'ordre politique : l'ajout de l'évaluation de la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement telle que mesurée en avril (modèle 4) montre un effet significatif de la perception par les enquêtés de l'action de l'exécutif sur la probabilité de basculer vers la fermeture face à l'épidémie de Covid-19. Les électeurs ouverts qui ont entamé un mouvement de repli national se montrent statistiquement plus sévères que les électeurs ouverts constants dans leurs jugements sur l'action du gouvernement.

Attitudes à l'égard de l'internationalisation

Par son ampleur dès les premières semaines de la crise sanitaire, ce mouvement de repli d'électeurs jusqu'alors plus ouverts pose enfin la question de l'intensité du rapport que ces enquêtés entretiennent plus généralement avec l'ensemble des enjeux constitutifs du conflit transnational, au-delà de ses seuls aspects économiques.

La nature de l'indicateur relatif à l'ouverture et la fermeture de la France dans le monde, utilisé dans le BCP, ne permet pas d'évaluer la force de ces attitudes, leur intensité. Il est possible, en revanche, d'examiner les mécanismes du repli national pendant l'épidémie de coronavirus en tenant compte d'autres variables associées à la dimension transnationale, notamment les préférences des individus vis-à-vis de l'intégration européenne et de l'immigration, dont la littérature montre qu'elles constituent des dimensions constitutives du conflit transnational.

Le modèle 5 permet de tester l'effet de la solidité des préférences ouvertes chez les électeurs à l'aune de la crise sanitaire, à partir de deux indicateurs de contrôle relatifs, d'une part, à l'immigration comme source d'enrichissement culturel et, d'autre part, au jugement positif ou négatif sur l'appartenance de la France à l'Union européenne. Il faut souligner une nouvelle fois ici l'intérêt de la panélisation des vagues 11 et 11bis du BCP, qui permet de mesurer ces attitudes chez les enquêtés avant le développement de l'épidémie de Covid.

Les résultats confirment qu'il existe, en amont de la crise sanitaire, des différences dans le profil attitudinal des électeurs ouverts sur les questions transnationales. Ceux qui, parmi eux, vont abandonner l'ouverture au profit de la fermeture nationale à l'aune de l'épidémie apparaissent plus sceptiques quant à l'immigration et l'intégration européenne, lorsqu'ils sont comparés à leurs homologues ouverts constants. Ces différences sont statistiquement significatives et distinguent clairement ces deux catégories d'enquêtés entre elles. Ainsi, le mouvement de repli protectionniste qui se dessine à l'occasion de la crise semble toucher un segment spécifique d'électeurs ouverts mais dont les préférences cosmopolites étaient moins fortement structurées au niveau attitudinal avant la crise¹³.

Notons pour terminer la présence d'un faible effet compensatoire de la part d'électeurs fermés qui vont, eux, exprimer une plus grande ouverture internationale de la France à l'occasion de la crise du Covid-19. Ce changement inverse d'attitude reste, rappelons-le, minoritaire (6% de l'échantillon) et les facteurs de nature à l'éclairer sont difficiles à appréhender à partir des données du baromètre. Ces enquêtés ne présentent pas, en effet, de traits sociodémographiques distinctifs. On n'observe aucune différence significative sur les questions relatives aux finances personnelles, aux sentiments de peur ou de colère, ni même au regard de l'évaluation de l'action du gouvernement. On ne note pas non plus de différence statistique sur les variables d'attitudes vis-à-vis de l'immigration ou de l'Union européenne.

¹³ Notons que ce résultat est conforme aux observations des travaux de psychologie sociale, qui établissent que le changement attitudinal est plus fréquent et plus probable lorsque l'attitude de départ est de plus faible intensité (Cf. Newcomb, Theodore M., Turner, Ralph H., and Converse, Philip E., *Social Psychology: The Study of Human Interaction*, London, Psychology Press, 1965).

Conclusion. Un sentiment d'insécurité économique durable ?

Le Covid-19 ouvre-t-il une nouvelle brèche dans le rapport des Français à l'internationalisation ? Les données des vagues 11 et 11bis du BCP témoignent d'une tentation de repli national sous l'effet de la crise sanitaire. Au niveau individuel, ces données illustrent un changement d'attitude à l'égard de l'internationalisation et de l'ouverture de la France sur le monde, notamment en matière économique. Ce mouvement de repli touche des électeurs ouverts qui, à l'occasion de la pandémie, se réfugient en quelques semaines dans la demande de protection et viennent ainsi grossir les rangs du contingent majoritaire d'électeurs fermés qui estiment que la France devrait se protéger davantage du monde d'aujourd'hui.

Ce mouvement de repli protectionniste semble toucher un segment spécifique d'électeurs ouverts mais dont les préférences cosmopolites demeurent moins fortement structurées au niveau attitudinal, s'agissant notamment des questions migratoires ou de l'appartenance à l'Union européenne. Leur basculement concerne avant tout l'évaluation de la situation générale du pays plus qu'une dimension égotropique liée aux conséquences perçues par ces individus de l'impact de l'épidémie sur leurs finances personnelles ou le risque de perdre leur emploi. Ce mouvement de fermeture est nourri par la colère plus que par la peur, et traduit, pour partie au moins, le mécontentement de ces électeurs vis-à-vis de la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement, sans qu'il soit possible d'identifier cependant à partir des données disponibles les motifs de cette colère et les griefs exprimés à l'encontre de l'exécutif.

Politiquement, l'enjeu est d'importance pour Emmanuel Macron dont le socle électoral repose assez largement sur ces électeurs ouverts à la globalisation et à l'internationalisation. À la lumière des résultats des deux dernières vagues du BCP, le risque existe pour le président de perdre le soutien de certains des électeurs modérément cosmopolites qui pourraient basculer vers le protectionnisme et le repli, qui constituent par ailleurs, on le sait, de puissants moteurs de mobilisation pour le Rassemblement national de Marine Le Pen. À cet égard, le déconfinement amorcé le 11 mai 2020 semble, pour l'heure, continuer de nourrir les inquiétudes sanitaires et économiques des Français¹⁴.

De nombreux auteurs insistent sur le rôle du sentiment d'insécurité économique dans la formation du clivage transnational¹⁵. Si elle devait s'inscrire dans la durée, l'épidémie de coronavirus pourrait avoir un effet majeur de transformation plus profonde du rapport des Français à l'internationalisation, en lien notamment avec les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire. Avec pour effet de nourrir un peu plus les sentiments de repli national et de fermeture au monde qui, en France comme dans nombre de démocraties occidentales, portent aujourd'hui, il n'est pas inutile de le rappeler, le phénomène populiste contemporain¹⁶.

Bibliographie et références documentaires

CHICHE (Jean), LE ROUX (Brigitte), PERRINEAU (Pascal) et ROUANET (Henry), « *L'espace politique des électeurs français à la fin des années 1990. Nouveaux et anciens clivages, hétérogénéité des électors* », *Revue française de science politique*, 50 (3), juin 2000, p. 463-487.

DE VRIES (Catherine E). "The cosmopolitan-parochial divide: changing patterns of party and electoral competition in the Netherlands and beyond", *Journal of European Public Policy*, 25:11, 2018, p.1541-1565.

EVANS (Jocelyn) and IVALDI (Gilles), *The 2017 French Presidential Elections. A Political Reformation?* Basingstoke: Palgrave MacMillan, 2018.

¹⁴https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/05/13/le-deconfinement-renforce-les-inquietudes-sanitaires-et-economiques-des-francais_6039481_3224.html

¹⁵ Par exemple : De Vries, Catherine E. "The cosmopolitan-parochial divide: changing patterns of party and electoral competition in the Netherlands and beyond", *Journal of European Public Policy*, 25:11, 2018, p.1541-1565.

¹⁶ Ivaldi, Gilles, *De Le Pen à Trump : le défi populiste*, Bruxelles, Presses de l'Université de Bruxelles, 2019.

HOOGHE (Liesbet) and MARKS (Gary), "Cleavage theory meets Europe's crises: Lipset, Rokkan, and the transnational cleavage", *Journal of European Public Policy*, 25(1), 2008, p.109-135, voir p.110.

IVALDI (Gilles), *De Le Pen à Trump : le défi populiste*, Bruxelles, Presses de l'Université de Bruxelles, 2019.

KRIESI (Hanspeter), GRANDE (Edgar), LACHAT (Romain), DOLEZAL (Martin), BORNSCHIER (Simon) and FREY (Timotheos), *West European Politics in the Age of Globalization*. Cambridge: Cambridge University Press, 2008.

NEWCOMB (Theodore M.), TURNER (Ralph H.) and CONVERSE (Philip E.), *Social Psychology: The Study of Human Interaction*, London, Psychology Press, 1965.

PERRINEAU (Pascal) (dir.), *Les croisés de la société fermée : l'Europe des extrêmes droites*. La Tour-d'Aigues : Éditions de l'Aube, 2001.

ROUBAN (Luc), « Les conséquences politiques de la crise sanitaire : le retour de l'État », *Note Le Baromètre de la confiance politique*, Sciences Po CEVIPOF, note 1, vague 11bis, avril 2020, 8 p.
URL : <https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/les-notes-de-recherche-du-barometre>

L'auteur

Gilles Ivaldi
Chargé de recherche au
CNRS
Centre de recherches
politiques de Sciences Po
(CEVIPOF)
gilles.ivaldi@sciencespo.fr

Édition

Florent Parmentier / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation

Marilyn Augé

Pour citer cette note :

IVALDI (Gilles), « La tentation du repli ? Les effets de la crise sanitaire sur les attitudes individuelles vis-à-vis de l'ouverture internationale », *Note Le Baromètre de la confiance politique*, Sciences Po CEVIPOF, note 3, vague 11bis, mai 2020, 13 p.
URL : <https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/les-notes-de-recherche-du-barometre>

© CEVIPOF, 2020 Gilles Ivaldi

Le Baromètre de la confiance politique

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. Depuis janvier 2009, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche sur la confiance politique.

Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF est la référence pour mesurer la valeur cardinale de la démocratie : la confiance. Depuis 2009, il dévoile les niveaux de confiance accordée aux acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle les degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin les perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif.



info.cevipof@sciencespo.fr

www.cevipof.com

Annexes

Tableau 1. Régressions logistiques multinomiales

Modèle 1 – Socio-démographiques			
	Ouvrir constant	Fermer-> Ouvrir	Fermer constant
Femme (ref=homme)	-0.53*** (0.18)	0.03 (0.28)	-0.08 (0.17)
Age	-0.001 (0.01)	-0.003 (0.01)	0.004 (0.01)
Niveau de diplôme	0.12** (0.05)	0.06 (0.08)	-0.12** (0.05)
Revenus	0.02 (0.05)	-0.02 (0.07)	0.05 (0.04)
Pauvreté subjective	0.14 (0.14)	-0.45** (0.21)	-0.31** (0.13)
Échelle gauche-droite	-0.07** (0.04)	0.01 (0.06)	0.15*** (0.03)
Constante	0.27 (0.52)	0.10 (0.79)	1.05** (0.49)

Notes:

***p < 0,01

**p < 0,05

Source : Baromètre de la confiance politique
CEVIPOF, vagues 11 et 11 bis, février et avril 2020
Note : modalité de référence = « Ouvrir -> Fermer »

Modèle 2 – Finances personnelles et risque chômage

	Ouvrir constant	Fermer-> Ouvrir	Fermer constant
Femme (ref=homme)	-0.53*** (0.18)	0.01 (0.29)	-0.09 (0.17)
Age	-0.003 (0.01)	-0.003 (0.01)	0.005 (0.01)
Niveau de diplôme	0.13** (0.05)	0.05 (0.09)	-0.12** (0.05)
Revenus	0.02 (0.05)	-0.02 (0.07)	0.05 (0.04)
Pauvreté subjective	0.07 (0.15)	-0.46** (0.24)	-0.39*** (0.14)
Échelle gauche-droite	-0.07* (0.04)	0.01 (0.06)	0.15*** (0.03)
Impact du Covid sur finances pers.	-0.19 (0.12)	-0.10 (0.19)	-0.21* (0.12)
Risque chômage (Un peu) ref=Beaucoup	-0.36 (0.32)	-0.07 (0.46)	-0.004 (0.30)
Risque chômage (Aucun risque)	-0.46 (0.32)	-0.29 (0.48)	-0.30 (0.30)
Constante	1.23* (0.74)	0.53 (1.14)	1.80** (0.70)

Notes:

*** p < 0,01

** p < 0,05

Source : Baromètre de la confiance politique
CEVIPOF, vagues 11 et 11 bis, février et avril 2020
Note : modalité de référence = « Ouvrir -> Fermer »

Modèle 3 – Sentiments à l'égard de l'épidémie

	Ouvrir constant	Fermer-> Ouvrir	Fermer constant
Femme (ref=homme)	-0.50*** (0.19)	0.02 (0.29)	-0.11 (0.18)
Age	0.0005 (0.01)	-0.005 (0.01)	0.004 (0.01)
Niveau de diplôme	0.07 (0.06)	0.07 (0.09)	-0.14*** (0.05)
Revenus	0.001 (0.05)	-0.05 (0.07)	0.04 (0.04)
Pauvreté subjective	0.003 (0.15)	-0.38* (0.23)	-0.28** (0.14)
Échelle gauche-droite	-0.09** (0.04)	-0.01 (0.06)	0.14*** (0.04)
Covid-Peur	-0.05 (0.04)	-0.002 (0.07)	-0.02 (0.04)
Covid-Colère	-0.11*** (0.04)	0.04 (0.06)	0.05 (0.03)
Constante	1.86*** (0.64)	-0.004 (0.99)	0.96 (0.60)

Notes:

***p < 0,01

**p < 0,05

Source : Baromètre de la confiance politique
CEVIPOF, vagues 11 et 11 bis, février et avril 2020
Note : modalité de référence = « Ouvrir -> Fermer »

Modèle 4 – Colère et action du gouvernement dans la crise

	Ouvrir constant	Fermer-> Ouvrir	Fermer constant
Femme (ref=homme)	-0.51*** (0.19)	-0.03 (0.29)	-0.10 (0.17)
Age	0.0005 (0.01)	-0.004 (0.01)	0.002 (0.01)
Niveau de diplôme	0.08 (0.06)	0.09 (0.09)	-0.15*** (0.05)
Revenus	0.01 (0.05)	-0.04 (0.07)	0.04 (0.04)
Pauvreté subjective	-0.04 (0.15)	-0.34 (0.23)	-0.21 (0.14)
Échelle gauche-droite	-0.10** (0.04)	-0.01 (0.06)	0.15*** (0.04)
Covid-Colère	-0.08** (0.04)	-0.002 (0.06)	-0.03 (0.04)
Bonne gestion de la crise par le gouvernement	0.27** (0.12)	-0.23 (0.19)	-0.44*** (0.11)
Constante	0.77 (0.73)	0.47 (1.11)	2.19*** (0.68)

Notes:

*** p < 0,01

** p < 0,05

Source : Baromètre de la confiance politique
CEVIPOF, vagues 11 et 11 bis, février et avril 2020
Note : modalité de référence = « Ouvrir -> Fermer »

Modèle 5 – Attitudes vis-à-vis de l'immigration et de l'UE

	Ouvrir constant	Fermer-> Ouvrir	Fermer constant
Femme (ref=homme)	-0.49** (0.19)	-0.01 (0.29)	-0.17 (0.18)
Age	0.002 (0.01)	-0.004 (0.01)	0.004 (0.01)
Niveau de diplôme	0.05 (0.06)	0.13 (0.09)	-0.02 (0.05)
Revenus	-0.01 (0.05)	-0.03 (0.07)	0.05 (0.05)
Pauvreté subjective	0.08 (0.15)	-0.33 (0.22)	-0.10 (0.14)
Échelle gauche-droite	-0.03 (0.04)	-0.05 (0.06)	0.05 (0.04)
Immigration enrichit culture	0.40*** (0.13)	-0.47*** (0.17)	-0.70*** (0.11)
Appartenance UE (Mauvaise chose) ref=Bonne chose	-0.93*** (0.33)	0.56 (0.41)	1.25*** (0.26)
Appartenance UE (Ni l'un ni l'autre)	-1.17*** (0.26)	0.54 (0.33)	0.77*** (0.21)
Constante	-0.36 (0.73)	0.85 (1.02)	1.94*** (0.67)

Notes:

***p < 0,01

**p < 0,05

Source : Baromètre de la confiance politique CEVIPOF, vagues 11 et 11 bis, février et avril 2020
 Note : modalité de référence = « Ouvrir -> Fermer »